

***QUESTIONS POLITIQUES ?
RÉPONSES LIBERTAIRES !***



CNT 25 - AVRIL 2012

1. Comment vous abstenez-vous ? Par le vote blanc ? Le vote nul ? Ou le non-vote ?

Nous n'allons pas voter, le vote blanc est trop souvent interprété comme un refus de choisir entre des candidats pas satisfaisants (sous-entendu : s'il y avait un candidat valable, j'irai voter), et le vote nul comme une erreur ou une plaisanterie. Mais nous ne sacralisons pas notre abstention, en soi le fait de ne pas voter, comme de voter, c'est un acte très symbolique, qui n'a aucune portée concrète, l'important c'est de dépasser ça, de s'investir au quotidien dans des luttes et des alternatives, c'est ça faire de la politique.

2. Que répondez-vous aux gens qui disent « *Nos ancêtres se sont battus pour avoir le droit de vote, ce serait les trahir que de ne pas aller aux urnes* » ?

C'est faux, ils répètent le soi-disant argument-massue des partisans du vote. En France, comme dans la plupart des pays, il n'y a pas eu de lutte pour le droit de vote ou la démocratie représentative. La Révolution française avait pour objectif de prendre le pouvoir des mains de la noblesse pour le mettre dans celles de la bourgeoisie, d'ailleurs elle n'a pas instauré le suffrage universel. Celui-ci est accordé en 1848, alors que les travailleurs demandent plutôt de manger à leur faim, de gagner de quoi vivre dignement, de pouvoir s'organiser pour combattre ceux qui les exploitent, de s'émanciper. Le droit de vote revient avec la III^{ème} République, construite sur les ruines de la Commune de Paris et sur le sang des communards, venant enterrer les espoirs d'égalité sociale et de révolution. Donc non, personne n'est mort pour le droit de vote, mais celui-ci a souvent servi à détourner et à récupérer ce pour quoi beaucoup sont morts.

On peut quand même entendre cet argument dans un cas : celui des femmes, qui se sont effectivement battues longtemps pour n'être plus considérées comme des sous-hommes. Malheureusement, là encore l'égalité politique contribue à masquer des inégalités économiques et sociales, une domination. Et il n'y a aucune perspective pour les femmes de combattre cette domination par le vote (voter Marine ? Eva ? Nathalie ?).

3. Si le vote blanc était comptabilisé et apparaissait dans les résultats, iriez-vous voter ?

Peut-être, mais ça ne change rien au système. Éventuellement ça serait plus démocratique si une majorité de votes blancs pouvait annuler une élection. Mais notre engagement politique ne se situe pas sur le terrain des élections : manifester, revendiquer, diffuser des infos et analyses critiques, débattre, s'organiser avec ceux qui le souhaitent pour agir ensemble de manière autonome...

4. Que reprochez-vous à la démocratie représentative et qu'opposez-vous aux gens qui disent « *La démocratie directe ne peut pas fonctionner à l'échelle d'un territoire comme la France* » ?

La démocratie représentative repose sur un mensonge : les êtres humains sont égaux. Il ne suffit pas de l'écrire pour que ça soit vrai, d'ailleurs nous sommes de moins en moins égaux depuis trente ans, et pour être élu dans une élection significative il faut un capital (économique, social et culturel) assez important, en plus du soutien du PS ou de l'UMP, qui idéologiquement se rapprochent de plus en plus, et ne défendent certainement pas les intérêts de ceux qui ne détiennent pas de capital. Tant que dans la société il y aura des groupes dont les intérêts sont incompatibles (pour faire simple : les riches et les pauvres), personne ne pourra incarner l'intérêt général, tout simplement car l'intérêt général n'existe pas. Et comme c'est la bourgeoisie qui dispose des plus gros moyens de propagande, c'est ses candidats qui sont élus, « démocratiquement ».

Dans une économie capitaliste, la « démocratie » est capitaliste : les écuries politiques se livrent concurrence sur le marché électoral, les candidats (« offre » politique, à chacun son secteur du marché) capitalisent des voix et les électeurs (« demande » politique) consomment des programmes plus qu'ils ne sont acteurs. Au final les élections divisent les travailleurs et les classes dominées, masquant leurs intérêts communs, et les amènent à s'en remettre et à s'unir aux classes dominantes et à des politiciens carriéristes. Seules les luttes et les alternatives sociales auto-organisées peuvent unir les gens à la base pour un changement dont ils soient vraiment les acteurs.

Par ailleurs, qui peut avoir confiance dans un « représentant » élu sur des promesses qu'il ne sera pas obligé de tenir et sur lequel on n'a aucun contrôle ? Les élus ne représenteront leurs électeurs que quand ces derniers débattront et décideront eux-mêmes des programmes, et pourront retirer leur mandat s'ils n'ont plus confiance dans la personne ou l'assemblée élue. C'est la base de la démocratie directe.

Évidemment, un tel fonctionnement doit avoir pour base une échelle suffisamment réduite pour que tous puissent prendre part à l'élaboration collective des décisions politiques. Il n'est bien sûr pas question d'organiser une assemblée générale de tous les Français. Beaucoup d'anarchistes pensent que l'échelon de base de l'organisation sociale et des décisions politiques doit être la commune : c'est l'unité principale de la vie collective. Ça n'est d'ailleurs pas un hasard si l'idée même de démocratie naît et s'expérimente dans le cadre de la cité, de même que l'idée de communisme naît et s'expérimente dans le cadre de la commune (ex. de la Commune de Paris).

Après, il faudra nécessairement une coordination plus large, mais pour qu'elle soit démocratique il faut qu'elle se construise du bas vers le haut, sans pouvoir hiérarchique.

C'est pour ça qu'on défend l'idée de fédéralisme libre (qui n'a pas grand chose à voir avec les États fédéraux) : des entités locales autonomes se fédèrent librement, en décidant elles-mêmes de ce pour quoi elles s'associent et des formes que doit prendre cette association.

Ainsi on peut imaginer des fédérations locales de communes, à l'échelle des communautés de communes actuelles, des fédérations régionales, pour tout ce qui doit être coordonné ou organisé à cette échelle, des fédérations continentales et mondiales de régions. L'échelon national a son importance, étant donné que l'on part d'une société étatiste, et qu'il correspond souvent à une communauté de langage, mais à notre avis il n'est pas le plus fondamental et est voué à disparaître.

5. Les anarchistes militent pour une société sans état. Comment coordonner les administrations, l'éducation, la sécurité, l'écologie, l'emploi, la santé, etc. sans état ?

En confiant la souveraineté aux communes et en les laissant se fédérer entre elles. De même qu'on peut charger, par un mandat précis et révocable, une assemblée de gérer les affaires courantes d'une collectivité, de transmettre l'information et de coordonner les initiatives, de même cette assemblée peut se doter de commissions techniques sur le même modèle, et ce à diverses échelles géographiques. Et de même que les communes se fédèrent librement du local à l'international, les établissements éducatifs ou sanitaires peuvent se coordonner en toute autonomie. Pour la sécurité c'est la même chose, c'est à la commune, c'est-à-dire à tous, de l'organiser. Mais là, si un groupe de personnes est chargé de cette mission spécifique, il faudra que le mandat soit le plus précis possible, et la rotation des tâches (un des principes de base de l'autogestion) devra être appliquée avec une extrême vigilance, afin que ça ne devienne pas un lieu de pouvoir via un monopole de la violence. En aucun cas nous ne devons recréer une police, fut-elle "libertaire".

Pour la question de l'emploi, il faut tenir compte du fait que nous sommes anti-capitalistes (une société capitaliste ne peut pas être vraiment démocratique), c'est-à-dire que nous voulons abolir toute forme d'exploitation, que personne ne puisse vivre du travail d'un autre. D'autre part on ne produirait que pour répondre à un besoin (aujourd'hui on crée des besoins pour vendre ce qu'on produit), et les individus ne seraient pas rémunérés en fonction de leur travail mais de leurs besoins. Toutes les unités de production seraient des sortes de coopératives autogérées, avec contrôle de la commune sur les services publics. Il suffirait donc que la commune ou fédération recense les besoins en travail et répartisse la main d'œuvre disponible en fonction des capacités et des envies. Et on se rendrait compte que c'est tout à fait possible de moins travailler (moins de 30h par semaine), et ainsi libérer du temps pour animer les assemblées de communes et les diverses commissions.

De même en matière d'environnement les décisions seraient prises localement par les personnes concernées. Par exemple : dans un système de communes autonomes, qui accepterait la construction d'une centrale nucléaire dans sa commune ?

A l'inverse, un grand nombre de décisions impopulaires mais utiles, au contraire du premier exemple, sont imposées par les pouvoirs en place, comme le passage d'un bus dans notre rue par exemple (ce qui occasionne du bruit il est vrai), le fait d'en discuter en assemblée et entre communes permet justement que chacun fasse sa part pour la communauté: l'un accepte que le bus passe dans sa rue, l'autre que des jardins ouvriers soient construits à côté de chez lui, et ensemble on peut bénéficier des avantages que cela procure.

6. Il y a des personnes qui ont des tempéraments de meneurs, d'initiateurs, d'organiseurs, qui pensent plus loin et/ou plus vite que les autres ou qui ont plus d'énergie pour faire avancer les projets. N'est-ce pas une bonne chose pour l'humanité de leur confier des responsabilités ? Le problème ne réside-t-il pas plutôt dans la malhonnêteté et la corruption qui peuvent envahir certains d'entre eux ?

Il y a des initiateurs, des organisateurs, des animateurs, et s'ils sont volontaires, confions-leur des responsabilités. Mais sans contrôle direct et permanent, et sans rotation des tâches, la plupart deviendront fatalement malhonnêtes et corrompus, malgré leur bonne volonté initiale. Le pouvoir (puissance d'agir au nom d'autrui) est « maudit », il appelle plus de pouvoir, toujours. La délégation de responsabilités ne peut être démocratique que si elle applique la démocratie directe.

7. L'anarchie pour le citoyen lambda est synonyme de chaos. Or une des figures de l'anarchisme, Elisée Reclus, disait qu'elle était la plus haute forme d'ordre. Comment peut-il y avoir de l'ordre sans hiérarchie ?

Ici, tant le « citoyen lambda » qu'Élisée Reclus se plantent. *An-archie* signifie littéralement absence de pouvoir, de domination, pas absence d'organisation. « Anarchie = chaos » est une idée reçue, véhiculée par tous les courants autoritaires, pour qui il ne peut pas y avoir d'organisation sans pouvoir. Ce que nous voulons c'est que chacun ait le pouvoir sur sa propre vie, directement, individuellement et collectivement. Pour autant nous n'allons pas jusqu'à dire que « l'anarchie est la plus haute expression de l'ordre ». C'est une vision utopiste typique du XIX^{ème} siècle, marquée par un certain culte de la science et du « progrès ». Les penseurs comme Reclus imaginaient, dans un modèle idéal et abstrait, que tout se ferait de manière uniforme et harmonieuse. Ça ne marchera certainement pas comme ça, la transformation de la société sera forcément progressive, prendra des formes diverses, imparfaites et parfois contradictoires. L'anarchie sera sûrement, au moins au début, un joyeux bordel, mais tellement préférable au triste merdier actuel.

8. L'anarchisme est une philosophie, au même titre que le libéralisme, l'égalitarisme ou le nihilisme, et peut se traduire dans des formes bien différentes. Êtes-vous anarcho-communistes ? anarcho-socialistes ? ou anarcho-capitalistes ?

L'anarchisme n'est pas qu'une philosophie, c'est un mouvement, effectivement très divers. On a trop souvent tendance à séparer l'histoire des idées de celle des mouvements, de l'histoire sociale. Les idées ne poussent pas en dehors de la société, elles sont au contraire déterminées par le contexte dans lequel elles émergent et évoluent. Communisme et socialisme, ça a globalement le même sens : construire une société débarrassée de l'exploitation d'êtres humains par d'autres, et c'est dans ce sens que nous militons. Le terme « communiste » est un peu plus explicite, même s'il est très connoté URSS (qui n'avait de socialiste que le nom, comme le PS actuel).

Quant aux « anarcho-capitalistes », ils défendent la propriété privée, principale source du pouvoir, ils ne sont donc pas *an-archistes*. Ce sont juste des ultra-libéraux .

9. Les anarchistes anti-capitalistes font souvent des manifestations contre les nationalistes et les religieux. La démocratie ne consiste-t-elle pas à ce que chacun ait la liberté d'expression ?

Les nationalistes, et les religieux dans une moindre mesure, sont actuellement au pouvoir. Ils expriment l'idéologie dominante, s'expriment en permanence, et couvrent par leur masse toute critique radicale. Si la démocratie c'est le pouvoir du peuple, par et pour lui-même, comment peut-elle inclure des idéologies qui renforcent le pouvoir d'élites contre la majorité des individus ? L'idée de démocratie ne doit pas occulter la réalité de la lutte des classes, sous peine de n'être qu'une idéologie « démocrate » qui renforce la domination sociale, qui fait plus partie du problème que de la solution.



10. On reproche souvent aux anarchistes de n'avoir réussi aucune révolution. Par exemple, en 1936, il est souvent dit qu'ils n'ont pas su organiser l'Espagne correctement pour résister aux assauts bourgeois et staliniens, à cause de leur refus du pouvoir. L'anarchisme n'est-il pas trop utopiste ?

En Espagne en 1936, il faut rappeler que l'anarcho-syndicalisme n'était majoritaire que dans quelques régions (surtout la Catalogne), et surtout qu'il existait au sein de la Confédération nationale du travail (CNT) une bureaucratie et un courant réformiste qui se sont parfaitement accommodés d'une alliance avec la bourgeoisie socialiste et stalinienne. De son côté, la base de cette organisation a été le moteur d'une révolution qui, si elle a été vaincue, a collectivisé des régions entières et des secteurs entiers de l'économie. Aucun mouvement dans l'histoire ne s'est jamais approché plus près, à une échelle aussi grande, d'une société authentiquement socialiste. La CNT était puissante, mais elle sortait de plusieurs décennies de clandestinité et de persécutions, et elle a dû faire face à sa propre bureaucratie, à l'hostilité de tous les autres courants politiques (à l'exception des trotskystes du POUM), aux armées franquiste, italienne, allemande, portugaise, soviétique, aux volontaires fascistes et «communistes» du monde entier, et à la passivité complice des principales organisations du mouvement ouvrier européen et des États «démocratiques», qui ne voulaient pas d'une révolution communiste anti-autoritaire. En outre, le mouvement révolutionnaire (non-stalinien) mondial avait été quasiment détruit dans les années précédentes par la répression, qu'elle soit «démocratique», fasciste ou bolchévique.

Les anarchistes n'ont en effet réussi aucune révolution, mais en fait personne n'en a jamais *réussie*une. Certains ont réussi à détourner des révolutions à leur profit, à faire passer leurs coups d'État pour des révolutions, c'est tout. Le socialisme autoritaire (toutes les variantes du léninisme) a eu sa chance, il n'a réussi qu'à former provisoirement des capitalismes d'État, dans lesquels l'exploitation et la domination n'ont pas été moins dures qu'ailleurs. Le socialisme réformiste (lui aussi autoritaire) n'a réussi qu'à accompagner le capitalisme, à l'aider à surmonter les crises et le mécontentement populaire. Il ne nous reste que deux options : lutter pour un socialisme autogestionnaire et libertaire, dont les diverses expressions prennent de l'ampleur depuis la chute du mur de Berlin, ou nous résigner, nous déclarer vaincus d'avance, posture qui peut s'exprimer par l'adhésion à presque tous les courants de gauche. On peut aussi persister dans les erreurs et illusions du passé, ce qui revient au même.

L'anarchisme n'est-il pas trop utopiste ? Utopiste peut-être, mais pas plus que de croire que la «invisible» marché peut allouer les ressources de manière satisfaisante ; de croire que les dirigeants des États-nations peuvent par des lois résoudre les crises ou en atténuer les effets ; de croire que la «démocratie» électorale peut permettre l'expression de la volonté populaire ; de croire que la dictature

d'un parti hiérarchisé peut aboutir à une société libre ; ou de croire que le capitalisme s'effondrera tout seul et sera spontanément remplacé par quelque chose de mieux. Et si l'anarchisme était finalement l'option la moins utopiste ?

11. Quelle est la situation de l'anarchisme aujourd'hui en France et au niveau international ? Y a-t-il des expériences concrètes ? Et à Besançon, comment ça se passe ?

Simplifions pour aller à l'essentiel, c'est une question très vaste, encore plus que les précédentes. En France comme au niveau mondial, on peut dire que l'anarchisme progresse (même si ça n'est pas spectaculaire), mais qu'il est divisé. Divisé car l'anarchisme regroupe en fait une assez large diversité de courants politiques. Il existe deux organisations internationales principales : l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA) et l'Association internationale des travailleurs (AIT). L'IFA est née en 1968 et regroupe des organisations politiques européennes, dont la Fédération anarchiste francophone (présente à Besançon avec le groupe Proudhon et sa librairie l'Autodidacte, place Marulaz). L'AIT rassemble des organisations anarcho-syndicalistes, essentiellement en Europe et en Amérique latine. Fondée en 1922, elle comptait à ses débuts plusieurs millions de membres, mais a été marginalisée à partir des années 1930 par la répression et l'hégémonie « communiste » dans le mouvement ouvrier. L'idée centrale de l'anarcho-syndicalisme est de s'organiser en syndicat, organisation la mieux à même de défendre les intérêts des travailleurs, sans pour autant abandonner les questions politiques à des organisations séparées (la plupart des autres libertaires militent dans les syndicats réformistes et bureaucratiques, ou sont anti-syndicalistes). Ça mériterait davantage d'explications, car c'est selon nous le courant le plus pertinent du mouvement libertaire. La section française de l'AIT, la CNT-AIT, était présente à Besançon jusqu'en 2001. Aujourd'hui le syndicat CNT25 est affilié à la CNT dite « Vignoles » (du nom de la rue où est son local parisien). La CNT française s'est en fait scindée en deux en 1993, et la « branche » de laquelle nous sommes adhérents, exclue de l'AIT (il ne peut y avoir qu'une seule section par pays), a participé récemment à la création de la Coordination rouge et noire, regroupant des organisations européennes sorties l'AIT. Ces organisations acceptent certaines pratiques (participation aux élections professionnelles, permanents syndicaux, subvention publiques, tout en maintenant un discours « libertaire »), ce qui fait qu'on peut hésiter à classer ce réseau parmi les organisations internationales anarchistes. A Besançon, la CNT reste toutefois critique face à ces pratiques, et attache plus d'importance à la cohérence de ses actions qu'aux querelles d'organisations. Il existe enfin un réseau baptisé Anarkismo, présent surtout en Amérique du Sud, appartenant à une tendance appelée « plate-formiste », qui conserve un contenu libertaire mais se rassemble dans des organisations plus centralisées et acceptent de s'allier aux partis d'extrême-gauche. Ces groupes sont d'ailleurs souvent issus du trotskysme, du maoïsme ou du guevarisme (principales variantes du léninisme). L'organisation française Alternative libertaire adhère au réseau Anarkismo.

Il y a aussi, et peut-être surtout, des dizaines de milliers de collectifs autonomes, plus ou moins informels, plus ou moins coordonnés, de taille très variable, présents partout dans le monde. Et on peut aussi ajouter les organisations anti-fascistes qui s'affirment comme libertaires, parmi lesquelles on peut trouver le SCALP, qui a une section bisontine.

Ces organisations et collectifs sont autant d'expériences concrètes que l'on peut s'organiser sans hiérarchie, que ce soit pour la lutte politique et syndicale, ou pour des objectifs plus spécifiques : diffusion d'informations (réseau indymédia, infokiosques, journaux, radios et sites alternatifs...), distribution de repas gratuits (réseau Food not Bombs dont fait partie le Resto Trottoir bisontin et International kitchens), des lieux de vie alternatifs (squats et communautés), la création d'une contre-culture anti-autoritaire, les collectifs de quartiers, d'artistes, coopératives autogérées, assemblées populaires, et tant d'autres... A Besançon on peut rappeler l'épisode récent de la CASA Marulaz, bâtiment squatté pour y organiser des activités sociales et culturelles auto-gérées, et expulsé par la mairie au bout de trois mois.

Sur le plan de l'organisation sociale et politique, tout ou presque reste à faire, mais on peut citer les expériences actuelles au Chiapas et à Oaxaca (Mexique), qui se rapprochent des propositions anarchistes. Les contre-sommets et grandes luttes internationales (contre le TGV en Val de Suze, contre le projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes, camps No border, etc...) sont eux aussi autant d'exemples concrets d'autogestion et de démocratie d'assemblée à grande échelle, même s'ils restent ponctuels.

12. Comment les anarchistes perçoivent-ils les grandes contestations populaires d'aujourd'hui comme le mouvement des indignés, le mouvement anonymous ou les révolutions arabes ?

Nous ne pouvons évidemment pas répondre au nom de l'ensemble des anarchistes. Il est clair que quelque chose est en train de se passer, une conséquence de la crise mondiale, une tentative de réponse. Il y aurait beaucoup à dire, diverses analyses libertaires sur ces mouvements ont d'ailleurs été publiées. Le mouvement que les médias appelle « indignés » (tous ne choisissent pas cette dénomination), semble assez confus et limité dans son contenu (pas de remise en cause de l'Etat et de la propriété privée), mais il démontre assez magistralement la force qu'acquièrent des individus lorsqu'ils décident de s'organiser par eux-mêmes dans des assemblées basées sur l'autogestion. Ces mobilisations peuvent faire émerger des dynamiques réellement porteuses d'une rupture, comme quand les « occupy » d'Oakland organisent une grève générale locale, ou quand les « 15M » espagnols se transforment en assemblées populaires de quartiers, empêchent des expulsions et appellent à faire bloc avec les anarcho-syndicalistes dans les manifestations.

Comme les « indignés », les anonymous expriment des principes plutôt sains, sans pour autant adopter une posture clairement révolutionnaire, et parviennent à toucher une partie de la jeunesse.

La principale limite, c'est que leur lutte est essentiellement virtuelle, et qu'ils ne vont pas jusqu'à critiquer la technologie informatique en tant qu'outil créé par et pour le capitalisme, quelle que soit l'utilisation contestataire qu'on puisse en faire.

Nous ne pouvons que saluer les « révolutions arabes » et ce que sont parvenus à obtenir les travailleurs de ces pays. Pour autant il ne s'agit pour l'instant que de révolutions politiques, qui n'ont pas remis en cause les rapports sociaux, mais au moins les gens sont plus libres qu'avant. Nous n'avons aucune confiance dans les gouvernements issus de ces révolutions, ça n'est pas eux qui amélioreront le sort des classes dominées puisqu'ils représentent la nouvelle élite, mais de plus en plus de personnes en prennent conscience, et prennent confiance dans leur propre pouvoir. Une chose est sûre : ces révolutions ne sont pas terminées.

13. Contrairement aux autres courants militants, l'anarchisme défend parfois la violence politique. En ouvrant la possibilité du discrédit, cet isolement n'est-il pas contre-productif ?

Tous les courants politiques qui défendent la répression policière (et même l'extrême-gauche le fait parfois) défendent une forme de violence politique. Les politiques actuelles (gestion des chômeurs, contrôle total des villes, politiques migratoires...), comme d'ailleurs le management capitaliste, sont d'une violence inouïe, d'un point de vue psychologique. Les anarchistes, même quand ils lancent des cocktails molotov, et c'est plutôt rare, sont infiniment moins violents que ce système. Après il y a la question de la casse, sur laquelle nous divergeons parfois, surtout pour des raisons stratégiques, mais tant qu'on s'attaque uniquement à des biens matériels, surtout quand ils appartiennent à des entreprises ou institutions, et pas à des personnes, on ne peut pas vraiment parler de violence, même si c'est spectaculaire.

Nous justifions l'usage de la violence défensive, car nous sommes souvent attaqués violemment, et car nous n'avons aucune confiance dans la police et la justice de la bourgeoisie pour protéger ou défendre les travailleurs en lutte et les révolutionnaires. Par ailleurs nous ne voulons pas être des martyrs, ni tendre la joue gauche.

Nous soutenons qu'un changement radical est nécessaire, dans tous les aspects de la vie sociale. Aucune réforme ne peut faire aboutir un tel changement, précisément car il s'agit de renverser le système capitaliste et sa « démocratie », c'est pour cela que nous sommes *révolutionnaires*. On ne conçoit généralement pas cette révolution comme un genre de guérilla (on pense plutôt à une grève générale qui évoluerait vers l'autogestion généralisée, et se doterait des structures communales et fédérales adaptées), mais il est certain que les privilégiés d'aujourd'hui n'abandonneront pas leurs privilèges pacifiquement, et ce sont eux qui détiennent les armes. La révolution comportera donc forcément une part de violence, même si on ne le souhaite pas.

Et qu'on ne réponde pas que Gandhi a mené une révolution non-violente : d'une part elle a été accompagnée d'émeutes, et d'autre part peut-on vraiment parler de révolution sociale ? Les castes et l'exploitation n'ont pas disparu, il s'agissait surtout de faire émerger une solution acceptable pour l'impérialisme britannique, qui n'avait plus les moyens d'une occupation coloniale.

Par ailleurs quand on voit les dispositifs policiers déployés pour les grandes manifestations et les sommets internationaux (allant jusqu'à l'utilisation de balles réelles lors des sommets de Gênes et de Göteborg), la multiplication des « bavures », le foisonnement de gadgets réputés « non-létaux », il faut bien prendre conscience que les États et leurs dirigeants se préparent activement à la guerre civile... contre nous, les travailleurs, le peuple, ceux qui ne se laissent pas faire.

14. Quelle est la différence entre anarchiste et autonome ?

Le mot "autonome" en soi ne définit pas grand chose, à part l'idée d'indépendance (exemple : Union nationale des syndicats autonomes, archi-réformiste). Il désigne souvent une « mouvance » (les médias l'appellent anarcho-autonome, et parlent aussi d'ultra-gauche), et tente de créer une catégorie qui se révèle au final très hétéroclite. On commence à parler de « mouvement autonome » à partir des années 1960-70, surtout en Italie, en Allemagne et en France. On retrouve dans ce « fourre-tout » toutes les formes de contestation radicale en marge des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier, et donc des éléments très divers : des marxistes de divers courants hétérodoxes, des anarchistes, des personnes qui refusent toute étiquette politique (tous n'acceptent pas d'être qualifiés d'autonomes), des squatters, des punks, des militants influencés par les situationnistes, la philosophie critique ou les diverses théories de la lutte armée ou de la libération sexuelle... Souvent ils refusent d'intégrer ou de créer des organisations structurées, leur préférant des réseaux affinitaires informels. Beaucoup d'étudiants sont séduits par cette forme d'activisme.

En revanche l'anarchisme, dans la plupart de ses variantes, est très attaché à l'*autonomie* des assemblées ou collectifs de base de toute organisation, car c'est une garantie démocratique.

15. Quelle est la différence entre anarchiste et libertaire ?

Anarchiste et libertaire sont des synonymes, l'un insiste sur l'absence d'autorité, l'autre sur la revendication de liberté, ce qui revient au même. Le terme libertaire apparaît au début du XX^{ème} siècle aux Pays-Bas, pour se démarquer des vieux anarchistes de salons, plus attachés à la pensée (individualiste, proudhonienne, tolstoïenne), justement, qu'à l'action. Ce qui est amusant (ou pas), c'est qu'aujourd'hui, une partie de ceux qui se disent libertaires le font plutôt pour se dégager de la radicalité anarchiste, prônant la non-violence absolue, le développement des alternatives plutôt que des luttes, l'intégration dans la gauche, le mouvement social et associatif, et pour le coup ce sont plutôt eux les anarchistes de salon. Comme quoi les mots sont moins importants que les réalités qu'ils désignent. D'où la conviction que l'anti-électorisme que nous prôtons est plus *démocrate* que le culte des urnes que matraquent les politiciens.



CNT 25

NOUS CONTACTER :

CNT 25 c/o CESL, BP 121, 25014 BESANÇON CEDEX

Blog: <http://cntbesancon.wordpress.com>

Mail: cnt-doubs@cnt-f.org

NOUS RENCONTRER A BESANCON:

Table de presse

Tous les troisièmes dimanches du mois

10-12h

Planoise, Marché Ile de France

Tous les troisièmes mercredis du mois

12-13h30

Fac des Lettres, 32 rue Mégevand

Permanence

Tous les premiers samedis du mois

13-15h

Librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz